



HAL
open science

“ Démocratie dirigée ” et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ?

Perrine Poupin

► To cite this version:

Perrine Poupin. “ Démocratie dirigée ” et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ?. *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies (PIPSS)*, 2012, Issue 13, <10.4000/pipss.3921>. <halshs-02821793>

HAL Id: halshs-02821793

<https://shs.hal.science/halshs-02821793v1>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies

Pipss.org

Issue 13 | 2012

Police Brutality & Police Reform in Russia and the CIS

« Démocratie dirigée » et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ? [« *Planned Democracy* » and *Street Protest Marches in Moscow : What Musical Score is Playing the Police?*]

Perrine Poupin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pipss/3921>

DOI : 10.4000/pipss.3921

ISSN : 1769-7069

Éditeur

Centre d'études et de recherche sur les sociétés et les institutions post-soviétiques

Référence électronique

Perrine Poupin, « « Démocratie dirigée » et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ? [« *Planned Democracy* » and *Street Protest Marches in Moscow : What Musical Score is Playing the Police?*] », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies* [En ligne], Issue 13 | 2012, mis en ligne le 30 novembre 2012, consulté le 19 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pipss/3921> ; DOI : 10.4000/pipss.3921

Ce document a été généré automatiquement le 19 juillet 2019.

Creative Commons License

« Démocratie dirigée » et manifestations protestataires de rue à Moscou : quelle partition joue la police ? [*« Planned Democracy » and Street Protest Marches in Moscow : What Musical Score is Playing the Police?*]

Perrine Poupin

« Je considère que les meetings et les marches qui ne troublent pas l'ordre légal, qui ne gênent pas les autres citoyens, leurs droits et leurs intérêts peuvent tout à fait avoir lieu. (...) s'ils [les manifestants] veulent bloquer les rues, le trafic dans la ville et troubler l'ordre public, c'est une autre question. Je considère que les autorités doivent réprimer durement ce type de tentatives. »

Sergei Sobianin, maire de Moscou, 16 juin 2011

« Il faut obtenir l'autorisation des autorités locales. Vous l'avez? Alors manifestez. Vous ne l'avez pas?

Vous n'avez pas le droit. Si vous y allez quand même, vous recevrez des coups de matraques sur la tête. »

Vladimir Poutine, Premier ministre, 24 août 2010

- 1 Octobre 2011, le mouvement des Indignés a pris une dimension planétaire. Jusqu'à maintenant, la Russie est restée épargnée et, selon le Premier ministre Vladimir Poutine,

saura y échapper¹. Dans ce pays, recourir aux manifestations de rue reste du domaine de l'exception. Ces dernières rassemblent une faible proportion de la population (3-4%). Une raison à la réticence des personnes à manifester est le risque que cela présente. Une idée répandue en Russie veut en effet que les manifestations ne servent à rien, qu'elles n'aboutissent à aucun résultat, si ce n'est les coups de matraques infligés par les forces de police. De fait, les obstacles sont nombreux : barrières encerclant les meetings dont l'entrée se fait par un portique détecteur de métaux, arrestations préventives, usage imprévisible de la force, provocations, violentes dispersions, manifestations avortées, arrestations de masse, inconnus en civil infiltrés dans les cortèges qui rouent de coups les manifestants, emprisonnements pendant plusieurs jours et poursuites judiciaires, « listes noires » d'activistes... Qui veut organiser une action spontanée ou négociée avec les autorités en Russie doit se tenir prêt à connaître une situation de confrontation directe avec les forces de l'ordre.

- 2 Les répressions policières et judiciaires, le recours à la force non négociable dont les groupes mobilisés font l'objet varient cependant². La violence physique vise particulièrement les manifestations organisées par l'opposition anti-poutinienne, les activistes libertaires et antifascistes, notamment lorsqu'elles rassemblent plus d'un millier de personnes. Les autorités sont par contre plus tolérantes non seulement vis-à-vis des mouvements de jeunesse pro-Kremlin, mais aussi des groupes d'extrême droite et des rassemblements sportifs. Ceux-ci jouissent d'une certaine liberté de manifestation et d'un accès facile à la rue. C'est ainsi, ironie de l'histoire, qu'en novembre 2011, à Moscou, on a pu voir sur les images d'une « Marche russe », rassemblant environ 7 000 nationalistes, au milieu de saluts hitlériens ainsi que de slogans « La Russie aux Russes, l'Europe pour les Blancs! » et « Gloire à la nation russe! », un homme porter le fameux masque blanc des Indignés³.
- 3 Pour autant, malgré les contraintes administratives, les intimidations et les multiples précédents où les autorités se sont montrées partiales et violentes, la rue moscovite n'est pas déserte d'investissements protestataires. Les actions et les épreuves de face à face sont fréquentes et sont devenues routinières. Une observation, menée entre 2008 et 2010 dans le cadre d'un doctorat sur les mobilisations collectives et leurs rapports à l'espace à Moscou, m'a conduite à étudier les techniques policières utilisées dans ces manifestations⁴.
- 4 Dès le début de mon enquête, j'ai employé des matériaux visuels et sonores, que j'ai en partie moi-même produits. Cette prise d'images vidéo sert une observation détaillée des interactions entre policiers et manifestants. Cette démarche s'inscrit dans la continuité des travaux initiés dans les années 1990 sur les rapports entre États et mouvements, particulièrement ceux qui insistent sur l'analyse des interactions *in situ*⁵.
- 5 Le rythme rapide, la courte durée des actions, leur caractère éphémère, ainsi que la forte imprévisibilité des participants (en premier lieu des policiers) m'ont obligée dans le cours d'action à être très mobile et vigilante. Lors de ce type de situations extrêmes, les conduites sont plus instinctives qu'habituellement, la sélectivité de la perception est accentuée⁶. Dans une démarche d'observation *in situ*, la caméra m'a permis d'enregistrer (en fait m'a forcé à chercher, à anticiper consciemment) les détails de la situation intuitivement perçus *in vivo* comme ressources et propriétés de l'action. Elle m'a préparé à la rencontre avec un de mes objets de recherche : les déplacements, les conduites, l'usage de l'espace urbain, les émotions exprimées, autrement dit l'accomplissement pratique de l'action collective. Dans les sciences sociales et chez les militants, ces

ressources sensibles de l'action circonscrivent encore pour une grande part un certain impensé pratique et affectif des comportements.

- 6 Je m'appuierai ici sur l'analyse d'un événement public, l'action du 19 janvier 2010 à Moscou, que j'ai observée. Cette action a été organisée en mémoire de deux personnes assassinées un an auparavant en plein centre de Moscou : Stanislav Markelov, avocat, activiste de gauche et défenseur des droits de l'homme et Anastasia Baburova, journaliste stagiaire à *Novaïa Gazeta* et activiste libertaire (tuée en tentant de secourir le premier). Cette action, rassemblant plus d'un millier de personnes est une des actions publiques les plus importantes et impressionnantes de ces dernières années à Moscou⁷.
- 7 Cette action est exceptionnelle puisqu'au lieu du scénario habituel, les forces de police n'ont pas dispersé précocement la manifestation. Par décision du commandement, les policiers ont fait usage de la force et ont mis à l'épreuve le cadre manifestant, mais sans toutefois opérer une rupture de celui-ci.
- 8 Mon matériel est formé de la parole des policiers recueillie pendant l'action, des communiqués, des déclarations de la police dans la presse, d'articles de la presse et de l'Internet, ainsi que d'un reportage, exercice de mise en récit inédit en Russie, sur l'action des OMON⁸ (équivalent des CRS français) dans cette manifestation, passé le 21 février 2010 dans l'émission « La véritable police » (« *Nastoiashchaia militsiia* »), produite par la chaîne de télévision *Russia.ru* en partenariat avec le service de presse de la direction de la police (GUVV) de Moscou⁹. L'institution policière justifie rarement ses actions publiquement ou à des sociologues. Je n'ai pu obtenir d'entretiens ni eu accès aux sources de la police.
- 9 Les policiers n'ont pas dispersé l'action dès le début. Au début du reportage sur les OMON, l'adjoint au commandant du 2^e bataillon de l'OMON de Moscou, Dmitrii Shchebrev, précise à ses troupes (devant les caméras de télévision) quelle sera leur mission : « Ne pas céder à la provocation. Nous restons en réserve » (1'). La longue durée de l'action a en fait permis le déploiement de plusieurs techniques policières russes classiques, à savoir l'usage de la force et les arrestations massives, et plus récentes, telles l'utilisation de gaz lacrymogènes et la négociation avec les organisateurs de l'action.
- 10 Je présenterai dans cette contribution comment dans le déroulement de la manifestation se sont déployés les tactiques policières et l'emploi de la force. La description de la situation permet de voir la logique d'action propre des interactions policières. Ce matériel donne ensuite accès aux dispositifs policiers et à la manière dont sont planifiées les manifestations par les autorités et sont inscrites dans l'ordre de la ville. L'effort de comprendre la police en situation ouvre et se prolonge vers une analyse du contexte dans lequel sont ancrés les actions protestataires, les comportements des forces de police et les interactions policières. Enfin, je donnerai des éléments d'explication et de justification (du point de vue policier) de ces actes¹⁰. Les arguments et les actes des policiers entrent en résonance avec les discours officiels et les qualifications de l'activité manifestante par les décideurs¹¹.

L'action des forces de police en situation

- 11 Le Comité 19 janvier créé dans les jours qui suivirent le meurtre par des activistes antifascistes, libéraux, de gauche, des militants des droits de l'homme ainsi que des personnes engagées du monde de la culture, dans le but d'organiser des actions en la mémoire des disparus et lutter contre le néo-nazisme, ne put obtenir l'autorisation des

autorités municipales d'organiser une manifestation le 19 janvier 2010, commémorant le premier anniversaire du double assassinat.

- 12 Contrairement à ce que dit la Constitution russe, la préfecture n'autorise en général pas la tenue des actions qui impliquent un déplacement dans la ville, autrement dit les manifestations. Seuls deux piquets (*piket*) aux deux extrémités du parcours initialement prévu reçurent l'approbation de la Mairie : un premier à 19 heures au début du boulevard Petrovskii et un second à 20 heures auprès du monument Griboedov, dans le jardin public près de la station de métro « Chistye prudy »¹². Les militants des droits de l'homme négocièrent avec la préfecture que les participants iraient d'un piquet à l'autre pacifiquement, en silence et pancartes roulées. Pour les deux rassemblements, les organisateurs avaient annoncé 400 personnes aux autorités, en accord avec la loi qui stipule que les organisateurs doivent spécifier le nombre de participants attendus. La veille de l'action, les autorités annoncèrent que le passage d'un piquet à l'autre serait finalement empêché et que toute infraction à ces dispositions entraînerait des mesures disciplinaires. Tout en enfreignant le délai légal de réponse, les autorités réduisirent le nombre de participants maximum à 200 personnes.
- 13 Le 19 janvier, à 19 heures, sur la place Trubnaia, le dispositif policier est impressionnant : plus d'une douzaine d'autobus et de véhicules pénitentiaires de l'OMON, 772 fonctionnaires de police sur la ceinture des boulevards¹³. Dans la nuit hivernale déjà tombée, un soir de semaine, ce dispositif au cœur d'une circulation intense à l'intersection du boulevard Tsvetnoi et de l'anneau des boulevards, sur fond d'une multitude de coupes d'églises dépassant les toits, rend l'ambiance quelque peu survoltée. Il fait moins 20 degrés Celsius. Je remonte le boulevard Petrovskii. Au début de celui-ci près de 800 personnes sont rassemblées, un nombre exceptionnel à Moscou. Il s'agit de jeunes activistes « antifa », de militants de gauche et de personnes plus âgées, activistes libéraux et de défense des droits de l'homme. Quelques bannières et pancartes sont déployées. Les manifestants portent de grandes photographies des défunts et d'autres récentes victimes de meurtres politiques : Iurii Shchekochikhin, Farid Babaev, Anna Politkovskaia, Natalia Estemirova, Magomed Evloev et Ivan Khutorskoi. D'autres banderoles présentent le logo du Comité et des slogans tels que « Arrêtons la terreur nazie ! », « Les Russes contre le fascisme ! », « Ils font honte à notre ville », « Se souvenir, ça veut dire se battre », « Non aux meurtres politiques ! ». Ni drapeau, ni symbolique partisane ne sont présentes, comme il a été convenu au préalable par les organisateurs. Un policier communique le contenu des banderoles par téléphone. Quelques passants demandent : « Qu'est-ce qu'il se passe ici ? ». À qui on répond : « La lutte contre le fascisme ».
- 14 Appartenant à la ceinture verte des boulevards, le boulevard Petrovskii est construit de façon à ce que les voies de circulation longent un parc, aménagé de bancs et de sentiers. À Moscou, il n'est pas question pour les autorités de permettre qu'une action se déroule sur la chaussée. Dans cet espace prévu pour la promenade plutôt déserté à cette heure et en cette saison, le rassemblement est coincé entre deux double voies rapides, le dispositif policier, une armada de journalistes et des congères. Cette brève description du territoire de la manifestation, que je ne peux qu'esquisser dans cet article par faute de place, nous rappelle que les contraintes physiques se sont pas le fait de la police uniquement. Les dispositifs urbains créent un cadre qui limite et contrôle la mobilité, favorise ou paralyse l'action collective protestataire. Ils pèsent à leur manière sur la morphologie de l'action.

Le choix du lieu de l'action est en principe laissé aux organisateurs de l'action, Dans la pratique, l'administration impose toujours les mêmes lieux de manifestation.

- 15 Les policiers, quelques dizaines de minutes après le début du piquet, encerclent les manifestants. Tout d'abord, personne n'est autorisé à dépasser le cordon policier. Ensuite, les manifestants peuvent le traverser au compte-goutte, après un examen approfondi, un par un, puis par groupes de 50, banderoles roulées. De cette manière les forces de police emploient la technique de « tronçonnement », permettant de diviser la foule¹⁴. Mais très vite le processus n'est plus gérable, les manifestants affluent, les jeunes militants passent en force et le cordon policier se rompt.
- 16 À 19 heures 20, la tête du cortège improvisé (200-300 personnes) progresse sur le boulevard. Le reste est de nouveau bloqué par le cordon policier. Arrivés à la fin du boulevard, place Trubnaia, une trentaine de personnes en tête sont arrêtées par une centaine d'OMON. Un nouveau cordon policier est formé. Des gaz lacrymogènes sont lancés. Par mégaphone, la police ordonne aux manifestants : « Nous plions les pancartes, nous allons sur le trottoir ». Le reste des manifestants continuent à avancer en groupes. Des slogans fusent : « ACAB » (acronyme de l'anglais « *All cops are bastards* »), « Tant que nous serons unis, nous serons invincibles », « Sors dans la rue, reprends la ville ! ». Deux fusées de détresse sont tirées. Les OMON arrêtent durement une soixantaine de personnes, à l'aide de matraques et sans explication, y compris des leaders politiques et associatifs qui ne scandent ni ne portent de pancartes. Par exemple Sergei Krivenko, membre de la direction de l'association de défense des droits de l'homme Mémorial et membre du Comité présidentiel pour la société civile et le développement des droits de l'homme, Alik Mnatsakanian, membre du centre « Demos » et Sergei Udal'tsov, le leader non officiel du groupe de l'Avant-garde de la Jeunesse Rouge (AKM). Les arrestations, ciblées, se sont fait sous l'indication du capitaine de police V. V. Mokhov. Les personnes sont conduites vers les commissariats de police du quartier. La situation est très tendue. Vladimir Lukin, médiateur fédéral pour les droits de l'homme, présent lui aussi à la manifestation, demande au chef des OMON de laisser les manifestants se rendre au second piquet par les trottoirs. L'officier accepte.
- 17 Les manifestants continuent à avancer sur la place, en petits groupes qui se sont formés après l'intervention des forces spéciales du MVD, les Troupes de l'Intérieur (VV). Les manifestants ont tous plié leurs banderoles. Par petits groupes et bannières roulées, les personnes gagnent les trottoirs de la place Trubnaia et montent le boulevard Rozhdestvenskii, parfois scandant : « Les Nazis tuent, les autorités les couvrent », « Observez vos propres lois » et le très populaire « Sors dans la rue, reprends la ville ! ». Contrairement à la place que nous quittons, l'escorte policière est minime sur cette portion de territoire. Elle est absente lorsque mon groupe remonte le boulevard. Personne ne semble tenté de descendre sur la chaussée. Quelques policiers de la Deuxième Section du GUVD observent sans animosité.

18 Ce média ne peut être affiché ici. Veuillez vous reporter à l'édition en ligne <http://journals.openedition.org/pipss/3921>

- 19 Vers 20 heures, les manifestants rejoints par de nouvelles personnes venues directement du proche métro Chistye prudy, sont au monument Griboedov. Le monument ouvre le boulevard Chistye prudy qui appartient lui aussi à la ceinture des boulevards. Ce lieu de promenade romantique prisé des Moscovites, est également un lieu traditionnel de

rassemblements politiques et de célébration des victoires de football. Les manifestants sont maintenant entre 1 000 et 1 500. « Je peux dire avec fierté que de mes trois années d'activités dans l'opposition, je n'ai jamais vu une telle affluence lors d'événements de ce type » dit le blogueur Eugenikalyonou¹⁵. L'enclos fait de barrières métalliques prévu pour les 200 manifestants autorisés ne put pas contenir la foule. Les personnes allument des bougies, posent les photographies des victimes sur le piédestal du monument et déploient les banderoles. Des journalistes prennent des interviews auprès de personnalités connues qui viennent rarement aux manifestations de rue. Lev Ponomarev, actif sexagénaire militant des droits de l'homme, président de l'organisation « *Za prava cheloveka* », organisateur, parmi d'autres, de cette action, expulse une femme de l'enclos à cause de ses pancartes provocatrices.

- 20 Près du monument, les orateurs se tenant en arc de cercle prennent la parole à tour de rôle. Les organisateurs avaient prévu de présenter une vidéo de quatre minutes comprenant une des dernières déclarations de Stanislav Markelov, mais sa diffusion a été finalement interdite par l'administration quelques heures avant le début de l'action. Le public, situé entre la bouche de métro et le monument, écoute calmement les orateurs. Le mégaphone est de faible portée, seuls les premiers rangs entendent ce qui est dit¹⁶. Alors que le deuxième orateur, membre du Comité, commence à lire leur manifeste, deux policiers en uniforme s'approchent. L'un d'eux arrache des mains de l'orateur le texte du manifeste, puis l'autre saisit le mégaphone. Des hommes en caban gris tentent d'arrêter l'orateur. De jeunes manifestants les en empêchent.
- 21 Cette opération déclenche une vive indignation chez les manifestants. Ils scandent : « Honte ! Honte ! (*Pozor !*) ». La police semble chercher la confrontation afin de disperser et faire avorter la manifestation. Cette action est perçue comme une provocation, une « insulte directe à la mémoire des personnes tuées et une humiliation pour ceux qui sont venus » (Svetlana Gannushkina, directrice du comité « *Grazhdanskoe sodeistvie* » et membre de Memorial).
- 22 Les policiers poussent les militants du côté du boulevard Chistoprudny. Les quelques centaines de militants libertaires et « antifa » rompent alors l'enclos et progressent de quelques centaines de mètres sur l'esplanade du boulevard, au-delà du monument. La dernière fois où un cordon policier a été rompu remonterait à 2007 (selon le blogueur Gudbrud). Leur avancée est freinée par les « cosmonautes » (surnom donné aux OMON chez les jeunes participants) qui viennent en renfort des policiers déstabilisés. Les jeunes « antifa », organisés en petits groupes (« groupes d'affinité »), sont rapides et mobiles. Dans la neige haute hors des sentiers, ils libèrent plus d'une fois leurs camarades des mains des policiers. Ils agissent contrairement à l'habitude de la plupart des activistes russes qui se laissent arrêter et conduire dans les autobus, tout en criant à l'arbitraire de la police. Même si de nombreux militants libéraux et défenseurs des droits de l'homme déclarent à ce moment (ou plus tard) désapprouver l'action hors les murs des jeunes activistes, certains y participent à leurs manières. Plusieurs femmes plus âgées interpellent les agents de police, telle cette scène insolite où une femme interpelle deux jeunes policiers, un corpulent et un maigre, qui tentent de saisir à nouveau un jeune activiste qui vient de leur être arraché par ses camarades : « Mes enfants, reposez-vous ! Vous êtes tout rouges. Regardez-vous ! À quoi bon courir ainsi ? ». Les deux policiers s'arrêtent, la neige jusqu'aux cuisses. Ils croisent, en plein désarroi, le regard des personnes qui assistent à la scène.

- 23 À ce moment les unités d'OMON lancent des bombes lacrymogènes au poivre qui sont rarement utilisés à Moscou. Elles provoquent un vent de colère chez les manifestants. Certains jeunes activistes crient « OMON, fascistes ! ». Certains d'entre eux martèlent le sol avec les barrières métalliques de l'enclos et les poussent vers les policiers. Toutefois, l'action des jeunes activistes n'est pas univoque. Depuis la première provocation de la part de la police, une partie d'entre eux invitent leurs camarades au calme, notamment lorsque que ces derniers entament une bataille de boules de neige glacée contre les forces de l'ordre. D'autres s'impliquent totalement dans la cohue.
- 24 La bataille de neige est joyeuse, malgré la peur : « Il y avait plein de gens sympas. On aurait dit que tous les nôtres (svoi) étaient au même endroit et au même moment à moins 20°C ! C'était génial » (Nikolai Oleinikov, membre du Comité). Un autre participant : « C'était à la fois joyeux et effrayant. C'est la première fois que je vois une telle vivacité chez l'opposition » (blogueur Tribunus). Un autre participant qui a fait un reportage photo de l'action et l'a publié sur l'Internet : « Je n'avais vu cela que sur les vidéos des actions en Europe » (blogueur Keltea). Soudain, un coup de feu est tiré en l'air par les forces de l'ordre. Les OMON se ruent sur les participants. Terreur, les manifestants se dispersent.
- 25 Les OMON recommencent à procéder à des arrestations brutales. Les forces de l'ordre frappent au sol de jeunes manifestants, leur donnent des coups de pied à la tête, les traînent visage contre la glace et les jettent à l'intérieur de l'enclos délimité par les barrières, sans pour autant tous les arrêter. Le lancer de boules de neige redouble. Il est 21 heures, les policiers déclarent par l'intermédiaire d'un mégaphone que la présence des manifestants est illégale, que l'action est terminée. Les manifestants, près d'un millier, répondent par des « Honte ! Honte ! ». Des manifestants tentent à nouveau de libérer la trentaine de camarades emmenés dans les autobus par les forces de police. Un policier crie dans un mégaphone : « Vous ne savez pas vous tenir et voilà le résultat ».
- 26 Des manifestants implorant Lev Ponomarev, en contact permanent avec les officiers de police, de contenir la fureur des policiers. Lev Ponomarev s'intercale alors entre les jeunes manifestants et les policiers. Sa présence apaise tout le monde. Lev Ponomarev demande aux manifestants de revenir dans le calme sur les lieux initiaux du meeting, près du monument Griboedov, le Major-Général Viacheslav Kozlov ayant promis à l'organisateur et à Vladimir Lukin de relâcher les 18 interpellés de Chistye prudy encore assis dans les fourgons si les participants se dispersaient. Des policiers tentent de se plaindre à Lev Ponomarev de la colère des jeunes manifestants. Lev Ponomarev leur répond qu'ils sont eux-mêmes coupables, puisqu'ils ont arraché le mégaphone des mains de l'orateur. Les manifestants reviennent près du monument, allument des bougies, déposent des fleurs et des photos des victimes.
- 27 21 heures 30, l'action est terminée. En retrait de la scène, dans des ruelles, des groupes néo-nazis s'attaquent à des groupes de jeunes activistes « antifa » ou assimilés comme tels. Les dix-huit interpellés de Chistye prudy sont relâchés, sauf quatre personnes qui avaient tiré des fusées de détresse. Lev Ponomarev se rend au poste de police sur demande des forces de l'ordre en rapport « aux violations des règles du piquet par les organisateurs » concernant le nombre de participants. Le lendemain il est convoqué au tribunal. La séance sera reportée. Les personnes arrêtées sur le boulevard Petrovskii sont relâchées des commissariats de police dans la soirée, après que les policiers aient dressé des procès-verbaux. Parmi eux, l'activiste Pavel Elizarov a été battu par les policiers pour avoir refusé de signer le procès-verbal. Au total, entre 50 et 70 personnes ont été arrêtées

lors de cette action. À 22 heures, 20-25 personnes, dont Sergei Krivenko, Alik Mnatsakanian et Sergei Udal'tsov, sont toujours au poste de Tverskoi. Ils sont accusés de « trouble à l'ordre public » (article 20.2 KoAP). À minuit, tout le monde est libéré.

28 Ce média ne peut être affiché ici. Veuillez vous reporter à l'édition en ligne <http://journals.openedition.org/pipss/3921>

Le choix des armes lors du 19 janvier 2010 : des moyens classiques et des techniques plus nouvelles

- 29 En Russie, les forces de police intervenant dans les manifestations protestataires sont placées sous l'autorité directe du ministère de l'Intérieur (MVD), dont le chef est depuis 2002 Rashid Nurgaliev, un ancien général du FSB. Deux types d'entités interviennent : les unités de l'Intérieur (OMON, troupes de l'Intérieur) et les forces de police locales.
- 30 Les OMON ou « Unités spéciales de milice » (*Otriad Militsi Osobogo Naznachenia*) sont des brigades constituées en 1979 en préparation des jeux olympiques de Moscou de 1980 pour parer à un éventuel acte terroriste. Dans les rassemblements, les unités OMON ont pour principale mission d'aider la police à maintenir l'ordre public et de disperser les actions. Elles se tiennent en règle générale à distance des militants, à la différence des policiers dont la proximité physique avec les manifestants est très grande. Les policiers prennent part corporellement à la foule. En Russie, cette proximité physique n'implique pourtant pas un rapport interpersonnel, une prise en compte des attentes des personnes ou le développement d'un tact policier¹⁷. Les policiers sont largement perçus par la population comme des personnes rustres et bornées, mais avec qui il est possible de discuter, de marchander. Les forces de police spéciales sont pour leur part connues pour leur type d'intervention brutale, sans concession.
- 31 Les OMON sont caractérisées par un nombre restreint de gestes techniques individuels et un encadrement dense et très présent. Les forces de police travaillent en petits groupes, sont moins encadrées, bien que toutefois également soumises à une forte prescription. Le fait que leur efficacité soit indexée à la centralisation du commandement interdit aux policiers de développer une faculté d'appréciation discrétionnaire des situations¹⁸.
- 32 Une autre force de police, présente lors de l'action du 19 janvier 2010, sont les Troupes de l'intérieur (VV) du MVD, dont le commandant en chef est Nikolai Rogozhkin, ancien bras droit du ministre de l'Intérieur jusqu'en janvier 2009. Alors que cette unité de force spéciale devait voir ses effectifs diminués en 2007, le ministère de l'Intérieur a annoncé son maintien le lendemain de la manifestation monstre des automobilistes qui paralysa le 15 décembre 2008 la ville de Vladivostok en bloquant les artères de la ville et l'aéroport, en signe de protestation contre la hausse des taxes à l'importation de voitures étrangères. Depuis cette date, ces unités de type militaire ont pour mission de maintenir l'ordre dans les actions protestataires qui réunissent plus de 1 000 participants, telles les « Marches du désaccord » de l'opposition russe qui ont lieu depuis la fin 2006 et les actions de la « Stratégie-31 » protestant pour le droit de la liberté de réunion (article 31 de la Constitution russe), qui ont lieu chaque 31 du mois sur la place Triumfalnaia à Moscou, depuis le 31 juillet 2009.

- 33 Avant de présenter les tactiques policières déployées pendant l'action du 19 janvier, je ferai, en amont de la situation, le détour par une présentation brève de l'administration, qui avant même l'action encadre, parfois rend impossible l'action. Le maintien de l'ordre ne se réduit pas au moment de la confrontation. L'administration policière et la police judiciaire participent à cette activité.

Administration policière et manifestants : la routine bureaucratique de la manifestation à Moscou

- 34 L'action collective est en principe légale en Russie. L'article 31 de la Constitution de la Fédération de Russie garantit aux citoyens russes le droit de se réunir pacifiquement. Conformément à la loi fédérale du 19 juin 2004 (N°54-FZ) « sur les réunions, meetings, marches et piquets », les organisateurs d'un rassemblement public doivent déclarer à la préfecture le lieu, la date, le nombre de participants et la forme du rassemblement, 10 à 15 jours avant l'action. Dans la pratique, le régime d'autorisation préalable est un régime d'autorisation de fait et les autorités russes, même si elles n'ont pas le droit formel d'interdire, imposent les lieux aux organisateurs. Notons qu'un arrêté municipal du 22 janvier 2008 (N°55 PP) a mis en place un guichet unique à la préfecture de Moscou pour les déclarations de rassemblements publics, qui auparavant se déposaient dans les administrations de quartier.
- 35 Dans la pratique, les procédures bureaucratiques sont lourdes et la marge de négociation des organisateurs faible : la préfecture décide du lieu et du moment de l'action. Elle choisit également de fait la forme du meeting car elle refuse dans la majorité des cas les manifestations. Elle peut faire tout son possible pour empêcher la réalisation d'une action. Les organisateurs de la Stratégie-31 se sont vu ainsi refuser la tenue de presque toutes leurs actions pour cause de contre-actions autorisées sur la place Triumfalnaia le même jour et organisées par des mouvements de jeunesse pro-Kremlin (y célébrant par exemple un Jour du don du sang créé pour l'occasion).
- 36 Si les autorités n'ont pas le droit légalement d'interdire au préalable un rassemblement, elles ont le droit de le suspendre si les participants provoquent un trouble à l'ordre public (art. 14 de la loi du 19 juin 2004) et de le disperser si les participants violent le droit ou n'ont pas respecté la procédure concernant les rassemblements (art. 16). La définition du trouble à l'ordre public est vague dans la loi et sert dans les faits de prétexte à des arrestations arbitraires qui sont suivies soit par une libération, soit par une procédure administrative suivie d'un acquittement. Tel le cas de Lev Ponomarev convoqué au commissariat parce que le nombre de participants annoncé était inférieur au nombre réel.

L' « escalade de la force ». Endiguement, utilisation de la force et arrestations de masse

- 37 Les forces de police ont eu recours le 19 janvier à l'endiguement, lequel correspond à une panoplie de tactiques habituelles de la police russe dans le but d'empêcher les manifestants de pénétrer une zone, de séparer les manifestants entre eux ou bien d'enfermer les manifestants dans un espace restreint. Une tactique ordinaire à Moscou consiste depuis le début des années 2000 à séparer systématiquement piquets et meetings négociés avec les autorités du reste de l'espace de la rue au moyen de barrières

métalliques (sous prétexte de protéger les militants d'actes terroristes). Le 19 janvier 2010, les barrières métalliques n'étaient installées qu'à la fin du parcours, au monument Griboedov. Prévues pour contenir 200 personnes, elles furent inutiles. Pire l'exiguïté de l'espace qu'elles délimitaient mit en valeur l'importance des participants. Néanmoins, les manifestants n'en ont pas profité pour rompre ces barrières. La majorité était calmement déçue de ne pas pouvoir entendre les orateurs. C'est seulement lorsque les policiers ont confisqué le mégaphone, que certains membres de la foule massée derrière les barrières les ont saisies et les ont poussées vers les forces de l'ordre.

- 38 Une autre tactique, notamment déployée lorsque le nombre de participants est important, consiste à mettre en place des barrières humaines composées de policiers. Le 19 janvier 2010, les policiers formaient ainsi une chaîne humaine tout le long du boulevard Petrovskii et particulièrement dense sur la place Trubnaia. Sur le parcours, la technique de « tronçonnement » a été également utilisée, afin de diviser la foule.
- 39 Au cours de l'action, les forces de police ont eu également recours à la pratique habituelle de l'arrestation de masse. Sans que le mobile de l'arrestation ne soit présenté lors de l'arrestation (ou sous le motif vague de « obstacle à la circulation et au repos des citoyens ») et sans que des procès-verbaux ne soient toujours dressés, les manifestants sont détenus au maximum trois heures (selon le Code des Infractions Administratives et en pratique), puis relâchés. Ils se voient généralement infliger une amende administrative d'une centaine de roubles (environ 2,5 euros), que personne ne paye. Les arrestations en manifestation sont spectaculaires et brutales. Débouchant parfois sur des condamnations, les arrestations relèvent avant tout d'une stratégie de menace. Cette modalité du répertoire policier russe est la conséquence en partie du type d'évaluation auquel est soumise la police, sur l'obligation de résultats chiffrés qui pèse sur elle, appelée « méthode des bâtons » mais aussi du défaut de responsabilité¹⁹.
- 40 Une autre pratique est l'arrestation ciblée. Depuis 2008, ces arrestations ciblées ont lieu également aux sorties du métro, lorsque que les forces de l'ordre suspectent des jeunes personnes de préparer une action. Les actions ciblées concernent le plus souvent les organisateurs des actions ou des leaders politiques ou associatifs. Dans l'action du 19 janvier, nous avons vu que de nombreux leaders, sans qu'ils ne soient organisateurs de l'action, ont été arrêtés.
- 41 Ces arrestations ciblées sont rendues possibles notamment par l'infiltration des manifestations par des agents de police ou des individus en civil²⁰. Ceux-ci s'infiltrèrent dans la foule ou se rassemblent en petits groupes à la marge de la scène de l'action. Ils ont une compréhension plus intuitive des exigences de la situation que les policiers en costume disposés à l'entrée de l'enclos et autour des barrières métalliques. Ce type de procédé rend les situations confuses puisque les manifestants ne savent pas d'où partent les coups. Dans la mêlée il est impossible de comprendre qui vous arrête et plus tard contre qui porter plainte. Personne ne peut imputer aux pouvoirs publics l'usage de la violence.
- 42 Dans le reportage sur les OMON²¹, l'adjoint au commandant du Deuxième bataillon de l'OMON prépare ses combattants à l'utilisation de gaz lacrymogènes : « Nous prenons notre équipement, c'est-à-dire, les masques à gaz, deux boîtes de radio, des menottes et des extincteurs dans chaque type de véhicule » (1'6"). Utilisée en Occident et correspondant aux stratégies d'évitement du contact physique, cette technique est plutôt inhabituelle en Russie. Les gaz lacrymogènes permettent de mettre la foule à distance en

agressant les sens, sans attaquer directement les corps²². Ces gaz sont surtout employés dans les rassemblements sur la place Triumfalnaia et le furent également lors des affrontements sur la place du Manège en décembre 2010, lorsque les ultra-nationalistes lancèrent des bouteilles de bière, des blocs de glace et des poubelles contre les forces de l'ordre²³.

- 43 En partie à cause de la frustration vécue à l'intérieur des barrières encerclant les actions négociées, les actions spontanées se sont développées ces dernières années à Moscou. Le dispositif habituel des OMON n'est pas adapté à contenir celles-ci. D'autant plus que les activistes libertaires, antifascistes et du Parti national-bolchévique (NBP)²⁴ se sesetranmettent par SMS les informations concernant la localisation des policiers et se déplacent en fonction. Ces derniers temps les arrestations préventives et les « interrogatoires prophylactiques » un ou deux jours avant les actions se sont multipliés²⁵. La tactique de l'arrestation a toutefois ses limites du point de vue des forces de l'ordre : les mesures répressives concourent souvent à faire connaître et à populariser une cause, sur l'Internet et dans la presse. Elles renforcent également, même si ce n'est pas forcément pris en compte par les policiers russes, les liens des victimes avec leur groupe ainsi que leurs convictions partisans.

Provocation policière, provocation politique : Qui a donné l'ordre de perturber la marche funèbre ?

- 44 La décision de confisquer le mégaphone est un moment particulier du rapport de force entre les différents acteurs de la situation. Elle est plus généralement une scène du jeu politique russe plus général. L'action des autorités, interdisant au dernier moment le défilé n'a pas surpris les participants. Elle relève du répertoire policier habituel. Au contraire, la prise, sans raison évidente, par les policiers du mégaphone lors du second piquet a choqué les participants. Comment analyser ce geste ? Si chaque type d'intervention choisi par les policiers est également un moment de production du politique, que dit la performance du 19 janvier 2010 sur la manière dont les autorités perçoivent les groupes mobilisés et les situations de protestation ?²⁶

La police génératrice de problèmes : la provocation.

- 45 Les agents de police n'ont pu avoir recours à la dispersion. Il a fallu donc à la police adopter d'autres tactiques, dont la mise à distance et la coordination avec les organisateurs de l'action. Finalement, les forces de police (ou une partie d'entre elles) a choisi la provocation²⁷. L'usurpation du mégaphone a contribué à déclencher le débordement du cadre habituel de la manifestation, la percée des militants hors les barrières et la suite des événements. Lev Ponomarev commente quelques jours après l'action : « À quoi pensaient les policiers, lorsqu'ils ont fait irruption dans une foule de 1 000 personnes ? Ils ont vu que dans la foule il y avait beaucoup de jeunes gens excités. L'orateur les aurait davantage calmés. Mais ils ne nous ont pas donné la parole et ont fait enrager tout le monde »²⁸. Les policiers ont-ils pensé à l'éventualité d'une réaction de la part des manifestants en procédant à cette incapacitation pratique et symbolique ? Pour les simples policiers en première ligne, il semble que non, puisque quelques-uns sont venus s'excuser auprès des organisateurs : « Pourquoi le prendre si mal... Mais, comprenez, nous devons obéir à nos supérieurs ! ».

Ce média ne peut être affiché ici. Veuillez vous reporter à l'édition en ligne <http://journals.openedition.org/pipss/3921>

46

47 De nombreux arguments ont été avancés par les médias, les commentateurs et les activistes sur l'Internet pour expliquer pourquoi, contrairement à leur habitude, les forces de l'ordre n'avaient pas dispersé la manifestation. D'abord, la nature des participants : s'il s'était agi exclusivement d'« antifa », de membres de l'opposition ou d'un autre parti, il est probable que le défilé aurait été rapidement dispersé. Cette fois, la réunion d'activistes, de représentants du monde de la culture, dont des journalistes, de simples citoyens et de politiciens connus a pu jouer un rôle dans le rapport de force entre les manifestants et les policiers²⁹. Ensuite, le motif de la manifestation, une marche funèbre, et la propre figure du jeune avocat Stanislav Markelov, dont le frère est député à la Douma, interdirent aux forces de police de disperser violemment l'action. Enfin, la large couverture médiatique et la solidarité internationale autour de l'action ont pu également invité les autorités à la prudence.

48 Certains commentateurs croient également à l'évolution des comportements de la police moscovite. Et l'action du 19 janvier 2010 serait l'un des premiers moments où elle a pu être attestée. Accusée de corruption, de brutalité, de manque de professionnalisme, la police suscite des sentiments hostiles dans toute la population. La multiplication des caméras portables et de surveillance, combinée à une attention des médias et des internautes, porte les images de la violence policière à l'ensemble du pays. Partout l'Internet fournit de nombreux appuis critiques aux personnes et a profondément modifié les modes d'existence publique des problèmes en question de même que la portée et la circulation des arguments³⁰. Cette diffusion ouvre la voie, accentue les sentiments de méfiance et de peur par rapport aux policiers³¹. L'antipathie envers la police a atteint dans la population un sommet lorsque le 27 avril 2009 Denis Evsiukov, chef de police ordinaire, est entré, à la suite d'une altercation avec son épouse, dans un supermarché et a tiré au hasard (filmé par les caméras du supermarché), tuant deux personnes et en blessant sept autres avec son arme de service³². Remarquant sans doute cette antipathie générale et tentant de faire cause commune avec le peuple dans la critique du MVD, le président Dmitri Medvedev accuse ces dernières années les forces de l'ordre de laisser-aller et de fusion avec le monde criminel³³. Au terme de ces critiques et de discussions qui ont duré près d'un an, une loi de réforme de l'institution policière russe est entrée en vigueur le 1 mars 2011³⁴.

49 Trois éléments de la situation peuvent également expliquer le choix de la provocation par les policiers. En premier lieu, les policiers n'ont pas pu employer leurs méthodes habituelles, en particulier l'endiguement. Un second élément fut l'obligation pour les policiers de négocier avec les organisateurs de l'action. Pour Lev Ponomarev, cette action « fut un événement sans précédent : nous avons pu négocier avec les policiers. Le Général Kozlov a fait preuve de sagesse et n'a rien fait pour aggraver la situation »³⁵.

50 Dans cette configuration situationnelle, les percées des jeunes activistes ont pris au dépourvu les forces de police mal préparées à gérer la spontanéité. La police en règle générale, lorsqu'elle croit perdre le contrôle d'une manifestation, emploie souvent les arrestations pour contenir les manifestants³⁶. Les forces de police russes sont habituées à maîtriser, à gérer la foule. La « gouverner », c'est-à-dire la laisser se déployer dans sa

logique propre tout en l'inscrivant dans un ordre urbain recomposé ne fait pas partie de leur savoir-faire³⁷.

- 51 L'action spontanée des jeunes manifestants, à savoir emprunter le boulevard Petrovskii, défiler malgré l'interdiction de la veille des autorités, puis forcer les barrières et engager une bataille de boules de neige, fut inattendue pour les forces de police habituées à contrôler des territoires protestataires invariants et immobiles. Cette appropriation par les manifestants de l'espace, dimension cruciale de l'action protestataire, surpasse également une partie des participants, qui ont ce jour découvert et essayé une tactique exceptionnelle³⁸. Cette dernière appartient au répertoire des activistes « antifa » et libertaires qui organisent depuis quelques années des actions spontanées, non négociées avec les autorités. Contrairement à la tendance habituelle des militants à chercher de la sécurité dans le grand nombre, dans une foule compacte, les « antifa » fonctionnent en groupes restreints de 3-4 personnes (groupes d'affinité). Ils réfléchissent à leurs mouvements en fonction des positions de la police et sont très mobiles. Le 19 janvier 2010, cette tactique a donné une autre temporalité à l'action autorisée.
- 52 Cette tactique a été jugée positivement par la plupart des participants, qui se l'ont appropriée dans la situation ou l'ont encouragée à leur manière, comme cette femme invitant deux policiers au repos. Pour ces personnes s'est opéré un véritable basculement de sens quant à l'action spontanée. Elles ont surmonté leur peur, ce lien qui domine en Russie dans les relations entre la police et la population et qui marque toutes les confrontations des policiers et des manifestants. Un activiste eut cette phrase significative dans l'action : « La peur a changé de camp ». L'action a été perçue par les participants comme une victoire stratégique sur les policiers. Des formes d'engagement plus passionnées que dans les actions ordinaires ont touché une majorité de participants. D'autres participants, toutefois, militants des droits de l'homme ont publiquement critiqué cette manière de procéder, la caractérisant de « violente », « illégale » et « extrémiste »³⁹. Le choix du terme « extrémiste » est étonnant lorsqu'on sait que l'« extrémisme » est un délit défini dans le code pénal russe à la suite de la loi du même nom promulguée par Vladimir Poutine en 2002 et que ce délit à la définition suffisamment large est une arme dont les autorités se servent pour nuire aux personnes qui contestent le régime, y compris les militants des droits de l'homme.

L'impossible négociation

- 53 Les policiers ont-ils fait une erreur de calcul en interdisant aux orateurs de s'exprimer ou bien la prise du porte-voix est-il le fait d'une volonté politique ? Cet acte était-il produit par la configuration des événements ou bien est-il volontaire ? Fabien Jobard dit, en analysant les manifestations de l'automne 1989 à Leipzig, que l'usage de la force par les policiers est davantage l'effet d'une méconnaissance des manifestants par les policiers que d'une volonté politique, et qu'une défaillance des outils d'anticipation est une cause majeure de l'usage de la force⁴⁰.
- 54 Manifestement méconnaissance, - une des sources de l'escalade selon Gary Marx -, il y a⁴¹. Dans la grande majorité des actions autorisées organisées par l'opposition et les groupes dits progressistes, les manifestants respectent la loi et les directives données par la préfecture. Ils sont pacifiques et non-violents, soit par principe, soit par choix stratégique. Dans des conditions d'asymétrie de force et d'emploi habituel de la violence par les policiers, les mouvements pensent ainsi mieux rivaliser que s'ils employaient la

force. Les militants ne prônent pas les actions de confrontation de type guérilla de rue, dont les images produites en Occident lors des sommets du G8 ou de l'OMC ou des manifestations en France ou en Grèce sont pourtant très regardées. La police s'attendait-elle à des actions violentes de la part des manifestants, en particulier des « antifa », cibles d'une grande répression par les autorités ?⁴²

- 55 Sans renseignements précis sur les représentations et les intentions des dirigeants, il m'est impossible d'affirmer que derrière cet acte se tient une volonté politique. Le choix de la provocation est cependant troublant dans le contexte actuel d'une tolérance policière vis-à-vis des manifestations ultra-nationalistes et d'une inaction policière devant les meurtres racistes et politiques. Certains policiers ont dit à des journalistes avoir été aidé le 19 janvier dans leur tâche de maintien de l'ordre par des membres du mouvement de jeunesse pro Poutine « *Rossiia molodaia* » (« *Rumol* »). Or ce mouvement est proche de l'organisation « *Russkii obraz* », à laquelle appartenaient Nikita Tikhonov et Evgenia Khassis, accusés en mai 2011, au terme d'un peu plus de deux ans d'enquête et de trois mois et demi d'un procès qui fut public, du double meurtre de Stanislav Markelov et Anastasia Baburova⁴³.
- 56 Ensuite, les discours officiels des autorités concernant les manifestations rentrent en résonance avec ces actes policiers. L'ancien premier adjoint du ministre de l'Intérieur (libéré de ses fonctions le 11 juin 2011 et depuis chef du MVD de Saint-Pétersbourg), Mikhail Sukhodolskii, s'est plusieurs fois exprimé au sujet des actions de protestation. En avril 2007, au sujet de la dispersion musclée des « Marches du désaccord », il assurait publiquement la légalité des actions des forces de police. Dans le même temps, l'Administration du Président avait également soutenu les forces de polices lors de ces Marches disant par ailleurs que ces dernières étaient « très insignifiantes »⁴⁴. En décembre 2008, la déclaration de Mikhail Sukhodolskii quant à la possible montée des humeurs protestataires en Russie dans le contexte de crise financière et de la vigilance des forces de l'ordre qu'elle oblige a provoqué de nombreuses réactions, notamment dans l'opposition qui accusa le MVD de se préparer à réprimer les manifestations⁴⁵. Le même Sukhodolskii a averti les manifestants en 2009 que les manifestations spontanées ne seraient pas « interrompues brutalement, mais durement » (« *ne zhestoko, no zhestko* »). Le chef de la police de Moscou d'alors, Vladimir Pronin (2001-2009) déclara : « Si on autorise les « Marches du désaccord », vous aurez : 20 à 50 manifestants, 115 à 200 policiers, 100 à 200 journalistes et 50 à 60 passants. C'est tout ». Selon lui, les autorités autorisent les rassemblements, mais « évidemment ni au Kremlin ni sur la place Rouge ni à la place du Manège ». Les manifestants ont pour le chef du GUVD cet objectif : « Organiser devant les caméras une *micromarshik* (micromarche), montrer où il faut qu'ils l'ont menée et se battre avec les policiers. Et ensuite crier contre le régime policier, crier au déni des droits de l'homme »⁴⁶. Plus récemment, le maire Sergei Sobianin a ajouté en juin 2011 : « C'est une chose, les forces et les organisations sérieuses qui veulent résoudre les questions à l'ordre de jour ; c'en est une autre quand quelques dizaines de tapageurs veulent mener une action pour faire de l'épate ». En parallèle de ces déclarations, le gouvernement a alloué ces dernières années de considérables ressources à la répression des actions de protestation, notamment en 2008, en pleine crise financière du pays.
- 57 Les décideurs politiques ainsi que les administrations publiques, locales et fédérales, ne réagissent en fait pas, dans la pratique et les discours officiels, aux demandes, aux difficultés, aux plaintes de la population. Pour preuve, Vladimir Poutine a expliqué l'« absence » d'Indignés russes en ces termes : « La population, les citoyens de Russie

doivent sentir, dans leur budget quotidien, dans leur santé, dans l'éducation de leurs enfants, que quelque chose change dans le pays, et dans le bon sens »⁴⁷. Il n'existe pas de scènes publiques de dissensus en Russie où soient exprimés de manière collective, mis au jour les problèmes et les griefs. Le gouvernement travaille ainsi à la disqualification de la politique⁴⁸. On entend ici la politique au sens de Jacques Rancière⁴⁹. La politique est selon cet auteur le lieu de la mésentente, autrement dit d'un désaccord sur le partage des biens communs entre les différentes compositions de la société. Créant de petits espaces et de petites séquences qui lui sont propres, la politique met en scène des conflits, des litiges et des voix éclatées et polémiques. Le champ politique ainsi ouvert au-delà des partenaires et des institutions reconnus fait voir dans l'échange d'arguments ce qui n'était pas vu jusqu'à là et permet dans certains cas de changer le paysage du donné. La disqualification de la politique fait obstacle à ce processus de mise en commun. De cette manière, elle empêche les différents acteurs d'être audibles et partant d'être visibles par le gouvernement. En outre, cette disqualification alimente le dualisme qui sépare, refoule les moments d'unité et de socialisation pour les personnes que portent les conflits et les controverses⁵⁰. Dans ce cadre d'absence de dialogue, la police des foules en Russie évolue peu en fonction des actions et des stratégies manifestantes (dans l'art libéral de gouvernement des personnes et des populations, elle y est plus attentive). La police des foules est davantage guidée par des impératifs internes de l'intervention policière. Le niveau de violence utilisée est extrêmement dépendant des décideurs politiques⁵¹.

- 58 Le gouvernement prend en compte les mécontentements que lorsque la situation est critique. On a vu ainsi en juin 2009 Vladimir Poutine résoudre, tel un homme providentiel, en quelques heures le destin de la ville mono-industrielle de Pikalevo, où les ouvriers barraient une route fédérale, en obligeant sous l'œil des caméras l'oligarque propriétaire de l'usine à signer un accord. En mai 2010 Dmitri Medvedev critiqua le projet controversé du géant gazier Gazprom de construire un gratte-ciel de 400 mètres en plein centre de Saint-Pétersbourg : Gazprom renonça à son projet quelques mois plus tard. En juin 2010, le président demanda au gouvernement de suspendre la construction de l'autoroute Moscou-Saint-Pétersbourg, sur fond de contestations de la part des mouvements d'opposition, d'associations, d'experts gouvernementaux et jusqu'au parti gouvernemental Russie Unie. Ce type d'annonce ne coûte rien au gouvernement et permet d'apaiser les tensions. Le chantier de l'autoroute redémarra en décembre 2010.

Conclusion

- 59 En Russie, les stratégies policières sont coercitives. Le style du maintien de l'ordre implique généralement la répression, souvent assez musclée et peu sélective. Les organisateurs des actions peuvent avoir recours à la négociation, mais sans aucune garantie que la parole sera respectée. La loi est appliquée de manière rigide et réactive. Toutefois, la probabilité de la violence policière varie, de même que la prise de risque des manifestants, prise qui est liée à la perception du risque. La perception des menaces et de la répression diffère selon les régions, l'expérience et la culture politique des activistes, les stratégies et les tactiques de lutte choisies et, nous l'avons vu dans le cas du 19 janvier 2010, la logique des situations. Cette richesse des réceptions de l'action des forces de l'ordre invite à la prudence sur les conséquences de la répression d'État sur les activités militantes et manifestantes.

60 Ceci dit, aveugles et imprévisibles, les répressions créent un sentiment de grande incertitude et d'imprévisibilité. Cette incertitude quant à la réponse des forces de l'ordre est un principe de gestion autoritaire qui empêche l'action protestataire de se déployer (en nombre de participants et en durée), de se normaliser, les manifestants ne sachant pas dans quelle mesure il est possible d'agir. Les interactions policières déterminent en partie la manière qu'ont les personnes de comprendre ce qui leur arrive en situation et ce qui pourrait leur arriver⁵². En effet, ces interactions, se répétant, entrent dans les mémoires des participants, des manifestants et des policiers. Dans les interactions qu'ils vivent, les manifestants se souviennent de ce qui leur est arrivé et ce qui est arrivé à leurs proches ou à d'autres manifestants. Du côté des policiers, c'est dans ces interactions, ces actions que se forment leur mode de connaissance pratique, leur façon d'agir, de s'ajuster en situation, enfin leur entendement policier. Prises dans une dynamique d'urgence et d'imprévisibilité, les causes atteignent souvent un pic fort de mobilisation à la suite duquel le vent de la contestation expire brusquement. Néanmoins, même si les causes tiennent difficilement la durée, continuellement de nouvelles mobilisations émergent. Un front permanent, à Moscou et dans les villes en province, impliquant plus ou moins les mêmes acteurs se crée. Ce front fournit un cadre de référence aux situations et aux manifestants, sans que ni la politique instituée ni les partis politiques ne l'intègrent.

NOTES

1. « L'Europe se dit attentive au mouvement des Indignés », *Le Monde*, 17 octobre 2011.
2. Ceci n'est pas propre à la Russie. Mike King parle d'« incapacitation sélective » (cf. « D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants ? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada », *Cultures et conflits*, # 56, 2004, pp.209-247). Olivier Fillieule et Patrick Rafail l'ont décrite en Occident (cf. O. Fillieule, « La police des foules » dans X. Crettiez et L. Mucchielli, *Les violences politiques en Europe*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 213-228 ; P. Rafail, « Is There an Asymmetry in Protest Policing ? Comparative Empirical Analysis from Montreal, Toronto, and Vancouver », *McGill Social Statistics Masters Working Paper Series*, 2005, (http://www.mcgill.ca/files/socialstatistics/Patrick_Rafail_2005.pdf).
3. Cette marche a été organisée pendant la journée de l'Unité du peuple instaurée par Vladimir Poutine en 2005.
4. J'étudie plutôt les groupes politiques et les plateformes civiles dits progressistes. Je n'ai pas fait de terrain approfondi chez les militants ultra-nationalistes. Je me limite pour ces derniers à une analyse de leurs actions à partir de matériaux disponibles sur l'Internet.
5. Voir les ouvrages de Christian Davenport, Hank Johnston et Carol Mueller (Ed.), *Repression and Mobilization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2005, ainsi que de Olivier Fillieule et Donatella Della Porta, *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Sciences Po, 2006.
6. G. Simondon, *Cours sur la Perception (1964-1965)*, Paris, Editions de la Transparence, 2006.
7. La vidéo <http://www.youtube.com/watch?v=EP6naESaBz8> montre les étapes successives de la situation et sa résolution.

8. Depuis décembre 2011, les OMON ont été renommées KON (*Komanda osobennogo naznacheniia*) [note de la rédaction].
9. La vidéo est visible sur : http://www.russia.ru/video/omon_9794/. Les indications de temps dans le texte correspondent à cette vidéo.
10. N'ayant pas obtenu d'entretiens avec les policiers, je n'ai pas d'éléments sur la motivation et sur ce qui guide leurs jugements quant à l'action qui convient dans la situation.
11. Soit trois registres d'analyse principaux que je reprends à Lucas Pattaroni et Jérôme Berthoud : les registres de la situation, du plan et de la justification (cf. « Gouverner la foule en liesse. Eléments pour l'étude des rassemblements festifs à l'aide de matériaux sonores et visuels », *ethnographiques.org*, # 21, 2010).
12. Le piquet est, avec le meeting, le mode d'action le plus courant en Russie. Le nombre de participants est limité dans le piquet à quelques centaines de participants, les mégaphones et les tribunes y sont interdits.
13. <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/164434/>.
14. Le terme est celui en usage dans les documents policiers français et repris par Fabien Jobard (cf. « Le spectacle de la police des foules : les opérations policières durant la protestation contre le CPE à Paris », *Sociétés politiques comparées*, septembre, # 27 (<http://www.fasopo.org>), 2010).
15. Toutes les citations des bloggeurs présentes dans cet article ont été relevées dans les heures et les jours suivants la manifestation sur le réseau social *Zhivoi Zhurnal* « Journal Vivant ».
16. L'utilisation du mégaphone est interdite dans les piquets. Cependant les officiers de police avaient dit qu'ils n'étaient pas contre l'emploi d'un porte-voix de faible portée lors du second piquet.
17. Compétences qui sont attendues des policiers dans le cas européen (L. Pattaroni et J. Berthoud, *op. cit.*, 2010).
18. D'après Jean-Paul Brodeur, « Le travail d'Egon Bittner : une introduction à la sociologie de la force institutionnalisée », *Déviance et société*, # 3, 2001, pp. 307-323.
19. Sur la bureaucratie policière russe, lire G. Favarel-Garrigues, « La police russe en procès », *Le Courrier des pays de l'Est*, # 6, 2005, pp. 66-74.
20. Selon l'avocat Vadim Prokhodov et des policiers qui collaborent avec le journal *Novaia Gazeta*, ces individus seraient des agents du département de lutte contre l'extrémisme, appelé couramment Centre "E".
21. Cf. note 8.
22. P. Bruneteaux, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'État en régime démocratique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.
23. <http://www.rosbalt.ru/moscow/2010/05/31/741308.html>
24. Interdit officiellement en 2007 pour extrémisme, le NBP est un mouvement de jeunesse à l'idéologie éclectique. Dirigé par Edouard Limonov, le NBP s'est rapproché ces dernières années de l'opposition démocratique.
25. Par exemple la nuit précédant l'action du 31 janvier 2011 sur la place Triumfalnaia (<http://www.demos-center.ru/news/31359.html>).
26. Sur la performance policière comme moment de production du politique, lire F. Jobard, 2010, *op. cit.*.
27. Une étude, basée sur l'exploitation de rapports policiers, reste à faire pour comprendre les conceptions du maintien de l'ordre et de l'autorité des membres de ces différentes forces de police, leurs interprétations des événements ainsi que leur système d'organisation tactique in situ.
28. <http://www.novayagazeta.ru/society/5254.html>
29. A. Bikbov, 2010, « Samaia udachnaia obshchestvennaia aktsiia » (<http://dvizh.org/2010/01/22/1866>).

30. M.-Ch. Bureau, F. Chateauraynaud, Ch. Lejeune, D. Torny et P. Trabal, « Internet à l'épreuve de la critique », *Programme « Société de l'information »*, CNRS, 2003.
31. K. M. Lersch et T. Mieczkowski, « Violent police behavior : Past, present and future research directions », *Aggression and Violent Behavior*, # 10, 2005, pp. 552-568.
32. En février 2010, il a écopé d'une peine de prison à vie et a été officiellement démis de ses fonctions. Le même jour, le président Medvedev annonça, manœuvre politique comme le dit G. Favarel-Garrigues (cf. « Usual Suspect ? : Police on Trial in Russia », *Congrès de l'Association for Slavic, East European, and Eurasian Studies*, Washington (« Authorities », 17-20 novembre 2011)) ou non dans une recherche d'une nouvelle légitimité (le consensus autour de l'idée de construire un nouvel ordre s'opposant aux années 1990 s'étant épuisé depuis 2008), les premières mesures de sa réforme du MVD.
33. Par exemple, E. Zaitseva et V. Kuz'mi, *Rossiiskaia Gazeta* (édition fédérale), 1 décembre 2010, # 5350.
34. Les réformes de l'administration policière semblent avoir changé en 2010 et 2011 les attitudes des policiers au centre-ville de Moscou. Même si les arrestations arbitraires et les répressions continuent et que le système de maintien de l'ordre n'a pas été changé dans les actions, des activistes disent avoir vu des policiers qui les avaient traités lors des arrestations avec des manières d'« homme bien élevé » (« kul'turnyi»). Dans les provinces les comportements des policiers restent inchangés.
35. <http://www.novayagazeta.ru/society/5254.html>
36. P. Rafail, 2005, *op. cit.* p.28.
37. Sur le gouvernement de la foule et l'ordre urbain, lire L. Pattaroni et J. Berthoud, *op. cit.*, 2010.
38. La dimension spatiale de l'action protestataire est développée par Charles Tilly, 2000, « Spaces of contention », *Mobilization : An International Journal*, # 5(2), pp.135-159.
39. Voir les témoignages d'un manifestant, Oleg Orlov, président de Mémorial (<http://www.hro.org/node/7219>).
40. F. Jobard, « Analyse narrative d'une dynamique d'écroulement : la Volkspolizei face aux manifestations de Leipzig, 9 octobre 1989 (partie 1) », *Cultures & Conflits*, # 51, 2003, p. 4-5.
41. G. T. Marx, « Ironies of Social Control: Authorities as Contributors to Deviance Through Escalation Nonenforcement and Covert Facilitation », *Social Problems*, # 28/3, 1981, pp. 221-246.
42. Les perceptions négatives sur un groupe sont une autre cause d'escalade. Voir sur ce sujet G. Marx, 1981, *op. cit.* et P. Rafail, 2005, *op. cit.*
43. Sur la participation de « Rumol » : <http://www.gazeta.ru/social/2010/01/20/3313822.shtml>.
44. « Kreml' vyskazal svoe otnoshenie k razgonu « marsha nesoglasnykh » », *Izvestia*, 17 avril 2007.
45. N. Sergeev, Kh. Aminov et al., « Zakon i besporiadok », *Kommersant'*, 25 décembre 2008, # 236/4053.
46. « Bol'shoi gnev v Velikii post », *Interfax*, 11 mars 2009, (<http://lenta.ru/lib/14188109>).
47. « L'Europe se dit attentive au mouvement des indignés », *Le Monde*, 17 octobre 2011.
48. La disqualification de la politique est une formule de Yves Cohen (« Administration, politique et techniques. Réflexions sur la matérialité des pratiques administratives dans la Russie stalinienne (1922-1940) », *Cahiers du Monde russe*, # 44/2-3, avril-septembre 2003, pp. 269-308).
49. J. Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995.
50. Georg Simmel montre comme les conflits sont des vecteurs de socialisation (*Le conflit*, Belval, Circé, 2003).
51. C'est vrai également dans les régimes libéraux (cf. F. Jobard, 2008, « La militarisation du maintien de l'ordre, entre sociologie et histoire », *Déviance et société*, # 32/1, pp. 101-109).
52. Sur le projet d'une sociologie compréhensible des situations d'emploi de la force policière prenant en compte l'étude de l'ancrage des actions dans le monde social et de la force de

l'occurrence des actions sur le sens donné à l'action, lire Fabien Jobard (« Comprendre l'habilitation à l'usage de la force policière », *Déviance et Société*, # 25/3, 2001, pp. 325-345).

RÉSUMÉS

With the aid of a camera, I offer to conduct an ethnographic analysis of the different police approaches to controlling protest actions in Moscow. At first I will analyse in detailed action descriptions the police techniques used in a public protest on January 19, 2010 in Moscow. This action was organized following the murder, one year before, of two people in the center of Moscow, Stanislav Markelov, lawyer, left-wing activist and human rights defender and Anastasia Baburova, a trainee journalist in the opposition newspaper *Novaia Gazeta* and a libertarian activist. Then, I will explore the link between police action, methods of crowd control and everyday production of politics in the streets as a particular moment of the political game.

INDEX

Thèmes : Political Science

Index géographique : Russia

Keywords : Police, Demonstrations, Repression, Physical Violence

AUTEUR

PERRINE POUPIN

CERCEC, Paris